

# Pau-Canfranc : le chaînon manquant attendu par les associations en 2032

Publié le 13/03/2025 à 6 h 06



Gare de Canfranc. @DR

**C'est décidément un projet soumis à beaucoup d'étapes... Dans les Pyrénées, la liaison par rail entre Pau, en France, et Saragosse, en Espagne, via le [tunnel du Somport](#), reste en pointillé. Si les trains transportent des passagers entre Pau et Bedous depuis 2016, pour l'instant, ils ne vont pas plus loin car dans la haute vallée d'Aspe, le tronçon de 33,2 km, entre Bedous et le tunnel, avec des rampes à 4 %, reste à reconstruire, ce qui n'est pas une mince affaire...**

Mise en service en 1928, la ligne fut l'une des premières à être électrifiées. La rouvrir de bout en bout se traduirait par des travaux d'envergure mais pas irréalisables : mise au gabarit de plusieurs tunnels, reconstruction du viaduc de l'Estanguet, réhabilitation de plusieurs ouvrages d'art (tunnels, ponts), électrification complète de la ligne (93 km côté français), modernisation (ou suppression selon les cas) des passages à niveau, installation de la signalisation ad hoc ([ERTMS](#)) pour une circulation sans heurts entre la France et l'Espagne, création d'une halte ferroviaire. La réouverture pourrait être possible en 2032. « *C'est un projet de longue haleine mais nous avons bon espoir qu'il aboutisse* », expliquent d'une seule voix Alain Cazenave-Piarrot et Jean-Luc Palacio du Creloc, association qui milite depuis en 1986, année de sa création, pour la réouverture de la ligne, au côté de son homologue espagnol, le Crefco, un collectif d'associations.

*« Nous avons été reçus à Matignon par le cabinet du Premier ministre pour la première fois le 6 mars. Nous avons pu présenter nos arguments et avons reçu l'assurance que nos demandes seront bel et bien enregistrées. »,* indiquent les deux représentants du Creloc.

Les deux élus présents à leurs côtés, Frédérique Espagnac, sénatrice des Pyrénées-Atlantiques et conseillère régionale, et Iñaki Echaniz, député des Pyrénées-Atlantiques ont présenté des arguments économiques, sociaux, de sécurité et environnementaux. Ils ont notamment insisté sur la forte demande des industriels béarnais pour du fret par rail plutôt que par la route. En effet, la RN 134 enregistre le passage de 3 millions de tonnes de marchandises par an... « *La solution du fret ferroviaire intéresse notamment Lindt pour le transport du cacao destiné à son usine de Bedous, le constructeur aéronautique Safran pour le transport de trains d'atterrissage* », soulignent Alain Cazenave-Piarrot et Jean-Luc Palacio, « *Côté espagnol, les chargeurs de céréales (maïs) et l'usine du constructeur automobile Opel, située à Saragosse sont aussi concernés* », ajoutent-ils. Sans oublier les matières dangereuses qui, pour l'heure, sont transportées par camion. Et bien sûr, le public pourra aussi voyager par le train pour des déplacements professionnels ou de loisirs entre la France et l'Espagne.

## **Objectif 2032**

Selon SNCF Réseau, le dossier d'enquête publique pourrait être déposé l'été prochain, puis la déclaration d'utilité publique obtenue début 2026. Les travaux commenceraient l'année suivante et la ligne, coupée suite au déraillement d'un train 1970, pourrait alors être remise en service en 2032.

Le Creloc et le Crefco déplorent que « *le gouvernement français ne s'engage pas davantage, persévérant à s'abriter derrière les conclusions du Comité d'orientation des infrastructures (COI) qui rabaisse le Canfranc à une liaison seulement locale, oubliant que l'Espagne et l'Union Européenne réalisent en ce moment les travaux entre Huesca et Canfranc (134,9 km)* ». Les deux associations estiment aussi que « *sans initiative forte de Paris, l'engagement de l'Europe, de l'Espagne, de l'Aragon et de la Nouvelle-Aquitaine ne saurait faire avancer le financement de la remise en service des 33 km encore fermés ni la modernisation, ni l'électrification de l'infrastructure qui sont pourtant nécessaires.* » Elles formulent trois demandes : « *une déclaration forte du gouvernement français en faveur de la réouverture, un pourcentage de la participation de l'État français aux travaux de modernisation et de réouverture, et l'inscription de la réouverture au programme du prochain sommet franco-espagnol qui devrait, cette année, avoir lieu en France* ».

Par Anne Jeantet